



Talence

Discours d'Emmanuel Macron

9 mars 2017 - Espace Médoquine

Merci à vous !
Merci d'être là !

Je sens une salle chaude ici, à Talence ! C'est parfait ! Alors d'abord merci, cher Alain, merci Monsieur le Maire de nous accueillir dans cette salle. Merci de nous accueillir, merci à toi, à ton équipe, merci aussi à toutes celles et ceux qui, ce matin, ont découvert une salle abîmée par des casseurs, des ennemis de la démocratie, malheureusement il y en a toujours. Sans ton engagement, sans votre engagement, nous n'aurions pas pu tenir ce rassemblement ce soir. Donc je veux vraiment te remercier de nous accueillir, te remercier pour ton courage parce que tu n'as pas eu peur face aux insultes et aux casseurs, et remercier toutes celles et ceux qui ont passé la journée à remettre en état cette salle, pour nous accueillir. Et merci à vous, Mesdames, Messieurs, d'être là ce soir, ici. Je sais que vous venez de toute la région. Certains, même, viennent de l'Île d'Oléron, de ce que j'ai compris en arrivant ; des Landes, de Royan, Bergerac toujours fidèle, Nantes aussi, donc non seulement de la grande région, mais du Grand Ouest français. Donc merci d'être là, vous êtes parfois venus de loin, je sais que vous attendez depuis longtemps, donc je suis heureux d'être là, avec vous, aujourd'hui.

Alors nous sommes dans l'ombre portée, lovée sur l'épaule, de Bordeaux, quand on se réunit ici à Talence - et je ne peux pas commencer ce rassemblement sans parler et avoir quelques mots pour Bordeaux et ses hommes politiques. J'allais dire "ses femmes et ses hommes", mais Bordeaux a été marqué par deux grands maires. Et je pense que ces maires ont une histoire qui ont marqué la vie politique française, chacun avec leur identité, qui correspond, en tout cas qui a des convergences avec ce que nous portons.

Jacques CHABAN-DELMAS a su porter, pendant des années, une volonté de renouveau, la nouvelle société, la capacité à penser la transformation sociale, le changement. Il a porté, avec Jacques DELORS qui était à l'époque dans son équipe, cette volonté de transformer le pays, cette nouvelle société. Et il a marqué cette ville et l'histoire politique de notre pays. Il l'a marquée parce qu'il a su porter alors des convergences et une volonté de renouveau, une volonté de rassembler toutes celles et ceux qui étaient prêts à travailler ensemble. Et puis le maire qui lui a succédé, c'est évidemment Alain JUPPÉ. Alors nous avons des différences. Il m'a parfois fait des reproches. Il est allé jusqu'à me reprocher mon âge. Bon.

Je pense que, d'abord, ça n'est pas une maladie incurable. Ensuite, il est des moments dans la vie d'un pays où ça peut même être un atout. Et pour ma part, je n'en ai jamais fait un étendard. Mais donc, au-delà de ce petit coup de griffe, qui importe peu face à la lourdeur d'autres coups portés, je voulais ici saluer celui qui est un grand responsable politique français; qui est aujourd'hui un maire respecté et qui a transformé très profondément sa ville, qui continue à conduire cette action, et saluer la décision qui a été la sienne. Parce que ça n'est jamais une décision facile. Et donc lorsqu'on a sa carrière, qu'on a eu son engagement, reconnaître le besoin qu'a aujourd'hui notre pays, à la fois de renouvellement, et en même temps d'extrême probité, ça n'était pas facile et il l'a fait. Il y a très peu de gens qui sont capables de faire ça. Et donc je voulais ici, sans plus en rajouter, mais dire mon estime pour, au-delà du travail qui est le sien aujourd'hui, la décision qui a été la sienne et surtout les termes de celle-ci. Parce que j'en partage très profondément le constat.

Nous sommes à un moment grave de notre pays. Nous ne sommes pas à un moment innocent. Nous sommes à un tournant de l'Histoire de la France. Il y a en effet aujourd'hui des défis inédits : celui de la transformation numérique, de la transformation écologique, du risque terroriste, d'un monde qui est en plein chamboulement, et où les puissances historiques sont en train de changer, où de nouvelles puissances plus autoritaires émergent, où l'Europe est menacée par la montée des extrêmes - le doute qui s'est installé - et où la France est profondément fracturée par, on l'a encore vu ce matin, des divisions, un doute sur son propre destin, une forme de désaccord avec elle-même.

Et donc aujourd'hui, dans cette campagne présidentielle, nous aurons à choisir le destin français. Nous aurons à choisir l'avenir que nous voulons donner à notre pays. Et vous toutes et tous qui êtes là ce soir, nous sommes porteurs d'une réponse qui est proposée à nos concitoyens. Et c'est cette réponse dont je veux vous dire quelques mots, ce soir, en partageant avec vous trois convictions profondes, trois lignes rouges que nous aurons jusqu'au bout de cette campagne présidentielle.

La première conviction, c'est la révolution culturelle que nous sommes en train de conduire, que nous sommes en train de réussir et que vous toutes et tous qui êtes là illustrez. Il y a dans cette salle des élus qui viennent d'ailleurs de toutes les régions, et je remercie le fidèle Christian TEYSSÈDRE qui vient depuis Rodez avec nous, il y a des parlementaires de la région, Florian, Arnaud, il y a un maire, plusieurs maires, même, de la région, il y a la société civile qui est là, avec nos référents... Il y a le rassemblement de femmes et d'hommes qui ont eu des histoires politiques différentes, qui ont eu des engagements différents, qui parfois ne s'étaient jamais engagés, mais qui aujourd'hui veulent œuvrer ensemble, parce que ces défis du pays sont inédits. Parce que, aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une campagne comme hier. Et donc cette première conviction, c'est que jusqu'au bout de la campagne que nous menons, nous aurons à tenir et à faire advenir cette révolution culturelle et politique. Et elle repose sur

Seul le prononcé fait foi.

trois termes, et j'en suis le garant devant vous ce soir : le renouvellement, l'alternance et le rassemblement.

Le renouvellement, c'est la promesse initiale, c'est ce pour quoi nous avons créé En Marche ! Et que personne ne se trompe : si nous avons été des suiveurs, des opportunistes, nous n'aurions pas pris tant de risques. Le renouvellement, nous l'avons construit, vous l'avez construit en actes, en décidant de prendre des risques, pour ma part, en quittant le gouvernement, en quittant la fonction publique et en partant, avec vous, à la conquête, justement, du pays et du siècle qui advient. Le renouvellement, vous avez décidé de le porter, en venant d'horizons divers, en vous engageant bien souvent pour la première fois. Et donc nous en sommes les dépositaires. En Marche ! ne sera aucun parti aujourd'hui existant. Aucun. Cette promesse initiale, je la tiendrai jusqu'au bout.

Alors je vais vous rassurer. Parce que c'est vrai que, pour qui ouvre chaque jour la presse de droite, nous sommes devenus un parti de gauche. Mais rassurez-vous : ouvrez la presse de gauche, nous sommes alors devenus alors un parti de droite. Parce qu'ils ne savent pas penser dans d'autres termes que les termes anciens, parce qu'ils ne connaissent d'autres visages que ceux qu'ils ont battus et rebattus, parce qu'ils sont fatigués.

Donc je veux profondément les rassurer, vous rassurer : l'engagement du renouvellement persistera, parce qu'il est notre force, parce qu'il est le cœur de la promesse. Et il se traduira comment ? Par l'émergence de visages nouveaux, ceux que vous voyez sur le terrain, les femmes et les hommes qui seront, dans les prochaines semaines, investis pour les législatives, et je l'ai dit, il y aura au moins la moitié de nos candidats qui seront de nouveaux candidats et de nouvelles candidates. Et donc je veux ici vous le dire : En Marche !, ça n'est pas un risque pris par 200 000 Françaises et Français pour ripoliner l'ordre ancien. Non. N'en déplaise à certaines ou certains. C'est l'émergence d'un mouvement politique neuf, d'une énergie nouvelle en politique, parce que la politique, elle appartient aux Françaises et aux Français.

Ensuite, c'est la promesse du rassemblement. Et elle est tout aussi importante. Le rassemblement de la société civile et de la société politique. Vous venez d'horizons différents. Vous avez des histoires différentes. Et on ne peut pas construire ce que seront les prochaines années de la France en excluant une partie ou en jouant une partie contre l'autre. En pensant que la société civile, se révélant à la politique, d'un seul coup, émergerait comme une génération spontanée. C'est un travail, un accompagnement, que nous allons continuer à faire. Et donc c'est ce rassemblement de la société civile et de la société politique. Et c'est le rassemblement aussi de femmes et d'hommes politiques dont l'histoire, les familles, l'inscription historique sont différentes. Et je respecte ce pluralisme. Mais le rassemblement qui est le nôtre, c'est un rassemblement cohérent. C'est un rassemblement sur des valeurs que nous avons exposées dès le début. C'est un rassemblement sur des actions présentées la semaine dernière dans notre programme. C'est un rassemblement de cohérence, qui construira une majorité de projet. C'est cela, ce rassemblement inédit que nous sommes en train de forger.

Et ce rassemblement, il est indispensable au moment où nous nous parlons. Personne ne peut prétendre demain gouverner et légiférer avec un parti unique. Personne ne dépasse aujourd'hui un quart des suffrages tels qu'exprimés dans les sondages. On ne peut plus compter sur le fait majoritaire français pour gouverner demain avec des vrais équilibres, un vrai débat. Il faut donc construire cette majorité de projet. C'est cela, ce que nous sommes en train de faire. Et ne croyez pas une seule seconde que le candidat d'une

Seul le prononcé fait foi.

gauche qui se déchire, qui chaque jour subit des hémorragies, pourra la constituer s'il devait gagner, c'est impossible. Ne pensez pas une seule seconde que la candidate du Front National, qui ne représente qu'une partie de la France - et qu'on ne sifflera pas ici, parce que nous ne sifflons personne -, mais qui joue sur la haine et les peurs, qui joue sur la haine et les peurs, puisse une seule seconde construire une vraie majorité qui permettra de gouverner. Et ne pensez pas non plus que le triste candidat de la droite qui marie aujourd'hui les réactionnaires et les opportunistes, puisse construire quoi que ce soit.

Les quinze derniers jours ont suffi à vous montrer une chose : ils ne partagent plus les mêmes valeurs, ils n'ont plus de même projet, le moindre coup de vent fait filer tout le monde. Ils reviennent, dès après, quand l'intérêt est là et chante ses promesses. Mais ils ne construiront rien, parce que les coups de vent, nous en aurons dans les cinq années à venir. Il faudra savoir résister. Et vous avez déjà la liste de toutes celles et ceux qui s'égaieront. Donc oui, cette majorité de projet, c'est celle que nous construisons, par le rassemblement des femmes et des hommes de bonne volonté, dans un pluralisme respectueux et cohérent. C'est cela, aujourd'hui, notre action.

Et enfin la promesse, c'est celle de l'alternance. Ah, je les entends ! Je les entends, celles et ceux qui ont tellement peur de nous voir arriver qu'ils sont en train d'expliquer chaque matin, dans un journalisme qui est devenu de la propagande tant il devient effrayé de ce qu'il voit, qui disent "c'est la continuation du même, ces gens-là vont continuer à faire la même chose". Non. Vous savez, si j'avais voulu faire la même chose, je serais resté ministre, je n'aurais pas lancé un nouveau mouvement politique, parce que ce chemin n'a pas été semé de roses, vous le savez, toutes et tous. Personne ne croyait en nous, au début. Tout le monde nous moquait, s'amusait. Mais ils n'avaient pas vu que le peuple français a une énergie, une volonté de faire, de changer les choses, que rien n'arrête. Et donc oui, ce que vous voulez, ce que nous portons depuis le premier jour, c'est une volonté vraie et sincère d'alternance. Pas l'alternance mécanique d'une droite qui dit que tout ce que la gauche a fait était forcément mal, ou d'une gauche qui, de manière pavlovienne, détricote tout ce que la droite a pu faire, mais d'une alternance qui, enfin, veut porter un projet moderne, nouveau pour le pays, qui réconcilie certains, qui assume des choix clairs, des valeurs claires, et qui porte un projet. Cette alternance, c'est la nôtre. Et c'est celle à laquelle nous serons fidèles jusqu'au bout.

La deuxième conviction que je voulais partager avec vous ce soir, c'est que cette alternance, ce renouvellement, ce rassemblement, nous les construirons pleinement sur le projet qui est le nôtre, celui que j'ai présenté la semaine dernière, et dont le socle est ce contrat avec les Français. Six chantiers fondamentaux. Pourquoi j'ai parlé d'un contrat ? Parce que je veux que nous retrouvions la sève de nos institutions, leur principe, leur pratique. Un président ne s'occupe pas de tout, tout le temps. Un président n'a pas vocation à être en charge de tout, et responsable de tout. C'est impossible à tenir et cela rend malheureux. Le président s'engage sur un projet complet, il en délègue l'application à un Premier ministre et à un gouvernement qu'il nomme, à une majorité qu'il construit, et qui procède de son élection, et il définit les responsabilités. Et il les définit dans son gouvernement, au Parlement, avec les territoires, en confiance, et donc en associant également l'ensemble des territoires concernés, les régions, les départements, les communes et les intercommunalités, en donnant aussi une responsabilité à la société civile, aux syndicats, aux associations. Et il doit se concentrer sur un cap, sa vision, ce qu'il a fixé pour le pays.

Et le cap que j'ai défini, c'est celui de faire entrer la France dans le XXI^e siècle, de lui permettre de porter sa chance dans ce siècle nouveau, de saisir les opportunités, et, en

Seul le prononcé fait foi.

même temps, de donner à chacune et chacun sa chance dans le siècle qui advient. C'est cela, le cap qui doit être le nôtre : la réconciliation de la liberté et de l'égalité ; de la protection et d'une libération. Et le président doit être attaché à des chantiers fondamentaux, dont il doit rendre compte et dont je rendrai compte chaque année devant le Congrès.

Le premier chantier, c'est celui de l'école et de la culture. C'est celui par lequel on construit à la fois la transmission de nos valeurs, des savoirs fondamentaux, et la capacité aussi à s'émanciper dans la société. Le deuxième chantier, c'est celui de la construction de notre nouveau modèle de croissance. C'est l'investissement dans la transformation numérique et écologique du pays. C'est la volonté de privilégier l'investissement sur les dépenses courantes. C'est la réforme en profondeur d'un modèle qui a été pensé après la Deuxième Guerre mondiale et qui ne nous permet plus aujourd'hui de relever pleinement les défis d'une société en transformation, d'un monde qui se bouleverse à vitesse accélérée et dont nous devons repenser les grands équilibres. Le troisième chantier, c'est celui de la sécurité et de la protection de nos concitoyens. Il n'y a pas de liberté qui vaille s'il n'y a pas, avec elle, l'engagement de protéger chacune et chacun, s'il n'y a pas, en même temps, la capacité à accompagner l'ensemble de nos concitoyens, des Françaises et des Français, face aux risques du terrorisme, comme aux risques du quotidien. C'est un engagement fort, essentiel, que le président de la République doit prendre et suivre tout au long de son mandat. C'est ensuite le chantier du renouvellement et de la moralisation de la vie publique et politique.

Je viens d'en parler, mais au-delà des engagements que je viens de prendre, c'est aussi la construction d'une vie politique assainie, débarrassée des conflits d'intérêt, débarrassée des usages qui manifestent quoi, au fond ? La perte de repères. Parce que oui, parfois, certaines pratiques sont légales. Mais elles ne sont plus comprises. Elles ne sont plus acceptées. Elles marquent une distance. Elles alimentent un soupçon qui, chaque jour, chaque jour, éloigne nos concitoyens des responsables politiques. Moi, je ne veux pas céder au soupçon. Je veux défendre les femmes et les hommes qui, chaque jour, s'engagent - élus de terrain, parlementaires -, parce que la très grande majorité d'entre eux sont probes, engagés pleinement. Mais leur action, leur vie au quotidien est bien trop souvent entachée, polluée par ce soupçon qui s'est répandu. Et donc moraliser notre vie politique, c'est permettre à toutes ces femmes et tous ces hommes d'engagement et de sincérité de pouvoir exercer leur mission dignement. Et donc oui, c'est la lutte contre les conflits d'intérêt ; c'est la limitation des mandats dans le temps ; c'est la normalisation des règles de rémunération de l'ensemble des élus ; c'est la plus grande transparence que nous mettrons partout. C'est l'engagement que je prends devant vous.

Enfin, le chantier de l'Europe est absolument essentiel. Notre politique européenne et notre politique internationale sont non seulement ce qui porte nombre de nos protections, de notre souveraineté, mais notre capacité à être dans le monde, à pleinement rayonner, à défendre nos intérêts. Et donc oui, nous croyons dans l'Europe. Nous n'y croyons pas de manière béate. Nous n'y croyons pas de manière naïve, comme j'en entends certains. Nous y croyons de manière déterminée, exigeante. Et ce que nous devons aujourd'hui faire, notre défi, qui est immense, et je vois chaque jour tant de commentateurs presque abandonner cette bataille. J'en entends chaque jour qui me disent "mais vous êtes fou, vous pensez, vous, vous défendez l'Europe, vous pensez que vous allez être élu ? Mais les Français, ils ne croient plus dans l'Europe. Le Front National va gagner cette bataille. L'Europe, les Français ne veulent plus l'entendre". Ça, c'est "La trahison des clercs", ça, c'est la démission. Ça, c'est la honte, en quelque sorte, de soi, c'est la volonté de ne plus

défendre ce qui nous a faits, ce qui nous a portés. Ne laissons pas la critique de l'Europe aux anti-européens !

Aimons l'Europe en voulant la transformer, en voulant l'améliorer. J'étais, la semaine dernière, au Salon de l'Agriculture. J'y suis passé le lendemain d'une candidate qui avait un discours assez simple, qui disait "le problème, c'est l'Europe. Moi, je vais vous faire une PAC française, ça sera beaucoup plus simple". Formidable ! La PAC française, dans la région, comment ça va se passer ? Eh bien, on va aider, au niveau français, les agriculteurs, les viticulteurs, on va dire que l'ennemi, c'est l'autre. On va faire, comme le Front National fait d'ailleurs depuis des années, on va dire qu'on déteste les Chinois. Parce que c'est une cible. Moi, d'ailleurs, un des principaux reproches qui m'est fait, c'est que moi, je suis l'ami des Chinois. Si vous ne le saviez pas, je vous le dis.

Donc on va faire une bonne PAC française et on va protéger les ostréiculteurs, les viticulteurs, tout va bien se passer. Et puis, une fois qu'ils auront produit, à la fin de la saison, ils vont vendre leurs produits, normalement. Parce que ce qu'ils veulent, nos agriculteurs, c'est vivre du prix payé. Et puis on va s'apercevoir que le vin de la région, il a un premier marché qui s'appelle la Chine ; que nos huîtres, on les exporte formidablement dans des pays voisins et parfois lointains ; que tout ce qui est produit dans cette région est, pour une partie non négligeable, et parfois croissante, largement exporté. Et je le dis à toutes celles et ceux qui peuvent être tentés par ces sirènes : posez-vous la question du lendemain, et demandez-vous si les Chinois, qu'on peut mettre dehors, insulter, vilipender, quand ils viennent investir, à qui on peut dire pis que pendre, continueront pour autant à acheter ce que nous produisons ? Allez expliquer, donc, à nos viticulteurs, que c'est fini, le Bordeaux qu'on va vendre en Chine ou ailleurs. Allez expliquer, à quelques centaines de kilomètres d'ici, et d'ailleurs tout près d'ici, à celles et ceux qui travaillent dans l'aéronautique, que ce qui représente à peu près un tiers de la production locale qui est exporté, c'est terminé. Parce que j'ai sans doute une nouvelle qui a échappé au Front National et à Marine Le Pen : c'est que le protectionnisme se heurte toujours aux intérêts de l'autre. Et que l'on peut décider d'être protectionniste chez soi, mais il y a toujours une contrepartie. Et il ne faut pas penser bien longtemps pour crédiblement expliquer à nos concitoyens qu'on va fermer la porte aux Chinois, mais que les Chinois continueront à acheter, eux, nos produits. Ça, c'est un terrible mensonge.

Et donc oui, mes amis, nous sommes dans un monde ouvert. Nous produisons, nous vendons à l'export, nous avons besoin de continuer à faire cela. Et pour y arriver, pour défendre nos intérêts, nous avons besoin d'une Europe forte. Nous avons besoin d'une Europe avec laquelle nous sommes exigeants, qui protège nos artisans, nos commerçants, contre la concurrence déloyale ; qui protège nos agriculteurs, nos industriels, contre le dumping fait à l'autre bout du monde par des puissances contre lesquelles nous, seuls, nous ne pouvons rien ; qui protège nos intérêts face au risque terroriste et aux grandes migrations, face auxquels fermer les frontières nationales ne servira pas à grand chose ; qui protège notre souveraineté numérique.

Donc oui, le projet qui est le nôtre, c'est un projet européen et exigeant, un projet européen d'avenir, mais en aucun cas une promesse de repli. Et oui, ce chantier sera fondamental, avec celui de la politique internationale, et en particulier d'une vraie politique africaine que je veux conduire durant ce quinquennat. Parce que l'Afrique sera le continent de toutes les menaces et de toutes les opportunités. Parce que nous sommes liés à l'Afrique, par notre passé, mais encore plus par notre avenir. Parce que si nous ne savons pas, nous, Français, nous, Européens, avoir une vraie politique avec l'Afrique, de francophonie, de développement culturel, de développement économique, de stabilisation

Seul le prononcé fait foi.

des démocraties, parfois de sécurisation, eh bien nous laisserons l'Afrique tomber, parfois, aux mains des terroristes ; tomber dans des déséquilibres. Nous laisserons des migrations se faire. Si nous ne savons pas aider l'Afrique dans le combat écologique, immanquablement, les prochaines années et les prochaines décennies conduiront à des grandes migrations climatiques. Pour toutes ces raisons, notre devoir comme notre intérêt, c'est de tout faire pour que l'Afrique réussisse, et que nous y ayons notre place. C'est absolument déterminant. Parce que, là aussi, je vous dois une vérité : nous ne construirons pas de mur entre la France et l'Afrique.

La troisième et dernière conviction que je voulais partager avec vous ce soir, c'est que ces chantiers essentiels, ils ont un fil directeur, une volonté profonde qui est la mienne. C'est, comme je vous l'ai dit, de faire réussir notre pays, de le faire entrer dans ce siècle nouveau, de lui faire regarder en face ces défis contemporains, de se réformer, de se transformer en profondeur et de faire que chacune et chacun sera l'acteur, l'un des acteurs, de cette transformation. Je ne crois pas au redressement pensé d'en haut. Je ne pense pas que ce soit un homme ou un groupe de personnes qui dictent le redressement d'un pays, comme disent certains. C'est la politique d'avant-hier. Vous êtes les acteurs de ce changement.

Mais on ne peut pas simplement promettre au pays qu'il va réussir formidablement. Parce qu'il y a des femmes et des hommes qui auront plus de difficultés, parfois ; qui se sentent aujourd'hui exclus de la mondialisation ; qui se disent "ce monde-là, il réussit aux grandes métropoles, mais nous, on est laissé dans une France d'à-côté, la France des villes moyennes, la France de la ruralité, la France des quartiers". Toutes ces France, je veux les réconcilier, et je veux qu'elles participent au même projet de réussite, parce que nous ne réussirons pas si certains seulement réussissent. Et donc ce que je veux porter, ce que je veux défendre, c'est le projet d'un nouveau contrat, d'un nouveau pacte avec les classes moyennes françaises.

Ce que nous sommes aujourd'hui en train de voir, partout, dans les démocraties occidentales, ce sont des pays qui se fracturent, entre ceux qui réussissent et qui voient le monde comme une opportunité et ceux qui se sentent exclus. Entre les 1% les plus riches et les classes moyennes, partout, qui se disent "cette mondialisation, elle n'est pas faite pour moi. Je vois d'autres qui réussissent, dans des pays étrangers, je vois les plus talentueux, ou ceux qui étaient déjà les plus riches, réussir encore mieux, mais moi, je n'ai pas ma place dans ce projet". Or le socle de notre société, de notre démocratie, ce sont les classes moyennes. C'est ce qui tient, depuis des siècles, la démocratie française et notre projet de progrès. Et donc je veux bâtir ce nouveau contrat avec nos classes moyennes.

Or aujourd'hui, nos classes moyennes et nos classes populaires, elles ont d'abord peur. Peur pour leur réussite économique et sociale. Elles se disent "cette mondialisation n'est pas faite pour moi". Elles se disent "mes enfants réussiront moins bien". Et donc elles se sentent fragilisées. Pour y répondre, le projet que nous portons, il a un objectif premier. Je l'ai dit depuis le premier jour : c'est de valoriser le travail. Notre projet, c'est le projet du travail.

Et donc c'est pour cela que je veux faciliter la vie des entrepreneurs, en supprimant le RSI ; c'est pour cela que je veux simplifier notre droit du travail, en renvoyant bien davantage à l'accord majoritaire d'entreprise et l'accord de branche, qui pourront négocier au plus près du terrain l'organisation de la vie de l'entreprise, la définition des seuils. Je veux simplifier, justement, l'organisation dans l'entreprise, en fusionnant en une instance

Seul le prononcé fait foi.

unique le comité d'entreprise, le CHSCT, et toutes les instances qui se multiplient et n'améliorent pas la vie au quotidien, mais essentiellement le formalisme et les durées.

C'est pour cela que je veux mener jusqu'au bout la réforme des Prud'hommes commencée lorsque j'étais ministre. C'est pour cela que je veux une politique claire, stable, d'allègement de charges pour celles et ceux qui emploient. C'est aussi pour ces mêmes raisons que je veux que le travail paye mieux, et que donc, dans notre projet, nous améliorerons le pouvoir d'achat de toutes celles et ceux qui travaillent, quel que soit leur statut, quelle que soit leur situation.

C'est pour les classes moyennes, qui se construisent par le travail, l'émancipation par le travail, que notre projet est un projet de transformation en profondeur des grands équilibres qui ont été pensés après la Deuxième Guerre mondiale, et donc c'est la réforme du chômage et de la formation professionnelle. Alors moi, je vous rassure, je ne vous propose pas de réduire la durée d'indemnisation du chômage, ça ne sert à rien, ça fait basculer plus vite les gens dans les minima sociaux. Je ne vous propose pas un revenu universel qu'on ne sait pas financer. Parce que ce sont des promesses intenables et surtout, c'est la défaite culturelle, c'est la reconnaissance du fait que l'on a perdu la bataille !

Or nous, nous sommes des battants. Et donc oui, dans notre projet, il y a d'abord un système universel pour le chômage. C'est un élément de justice. Celles et ceux qui entreprennent, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les entrepreneurs, doivent être couverts.

Ensuite nous ne le finançons plus par les cotisations qui pèsent sur le travail, mais par l'impôt, la CSG. Parce que c'est plus clair. Mais la contrepartie, c'est que ce système de droits va avec un système de devoirs. Et que donc, ce que nous portons, en responsabilité, c'est que dès que quelqu'un tombe au chômage, quel que soit son statut, il est protégé. Nous faisons un bilan de compétences. Et on lui propose des offres d'emploi. Il peut en refuser deux. Mais à la troisième, il n'a pas un droit au chômage établi, il doit prendre ses responsabilités. Et s'il ne l'accepte pas, il perd ce droit. C'est la responsabilité qui va avec.

Mais dans le même temps, s'il n'existe aucune offre d'emploi qui corresponde à ses qualifications - parce que nous avons, aujourd'hui, des centaines de milliers de nos concitoyens, des millions, qui sont dans cette situation -, alors nous lui devons la formation. Et c'est la transformation profonde de notre système de formation professionnelle - et c'est normal, il a été pensé et conçu par les hommes que j'évoquais tout à l'heure. Il a été conçu par Jacques CHABAN-DELMAS et Jacques DELORS, en 1971, à une époque où le chômage était anecdotique et où la société ne fonctionnait pas de la même façon. Or aujourd'hui, nous sommes bousculés par des transformations radicales. Dans certains secteurs peut-être, des femmes et des hommes présents dans la salle vont perdre leur emploi. Il faut les protéger eux, pas protéger leur emploi qui est bousculé par un changement technologique, mais leur permettre, à tout moment de la vie, de se reformer pendant six mois, un an, deux ans, pour accéder à de nouveaux emplois. C'est cela, la protection nouvelle, la vraie sécurité professionnelle. Et c'est pour cela que nous allons aussi investir dans la formation de toutes et tous, et des plus jeunes, et des moins qualifiés. C'est dans le plan d'investissement que j'ai présenté la semaine dernière, pour permettre cette transformation.

Tout cela, c'est ce qui nous permettra, par le travail et pour le travail, eh bien, de reconstruire la promesse d'émancipation faite aux classes moyennes françaises. C'est ce rêve que nous avons perdu et que je veux reconstruire. Leur permettre aussi d'être pleinement dans la société, de retrouver du pouvoir d'achat. C'est la réforme que j'ai proposée, de la taxe d'habitation. C'est exonérer 80% des Françaises et des Français de la taxe d'habitation qu'ils payent aujourd'hui. Nous le ferons en trois ans, cela représente 10 milliards d'euros. Ces 10 milliards d'euros, nous pouvons les financer, pendant ce quinquennat, parce que nous allons faire 60 milliards d'euros d'économies. Et donc je ne le finance pas en montant un autre impôt, en remplaçant l'un par l'autre. Je le finance sur nos économies. Une partie des économies que nous ferons baissera le déficit, une autre permettra d'alléger les charges et l'impôt des entreprises et, à parité, les impôts de nos concitoyens.

Alors pourquoi j'ai voulu supprimer, pour 80% des Français, la taxe d'habitation? Ça veut dire que, pour un couple qui a deux enfants, jusqu'à 5000 euros de référence par mois, il ne paiera plus la taxe d'habitation. Donc vous le voyez, c'est beaucoup de Français, 80%. Parce que c'est plus juste que de réformer l'impôt sur le revenu. Parce que la taxe d'habitation est aujourd'hui l'impôt le plus injuste sur le plan social et sur le plan géographique. Parce qu'aujourd'hui, quand vous habitez un 80 m², dans la même ville, si vous gagnez une fois le SMIC ou trois fois le SMIC, vous payez la même taxe d'habitation. Et donc, on ne prend pas en compte vos revenus, ce que vous pouvez vraiment payer, donc c'est moins juste que l'impôt sur le revenu. Ensuite, parce que, quand on regarde la carte, c'est un impôt qui pèse surtout sur les villes périphériques, les villes centres en province, les villes qui n'ont plus autant d'entreprises qu'hier, qui sont parfois devenues des villes dortoirs, des villes de la ruralité, des petites villes, et bien souvent, la taxe d'habitation dans ces villes moyennes et ces petites villes est beaucoup plus importante que dans les grandes villes et les métropoles. Pourquoi? Parce que les métropoles, elles ont beaucoup de revenus. Elles ont des taxes qui reposent sur les entreprises et elles peuvent, du coup, moins taxer les habitants. Regardez Bordeaux, Lyon, Marseille, bien souvent, la taxe d'habitation est beaucoup plus faible que dans les petites villes qui entourent. Et donc, c'est injuste parce que nos classes moyennes sont de plus en plus poussées hors du centre ville, elles sont poussées hors des agglomérations où les prix sont de plus en plus élevés et elles se retrouvent à aller dans des villes moyennes où la vie est formidable mais où elles payent plus. Et donc, c'était une mesure de justice, de les exonérer. Et donc ce choix de suppression d'impôt, c'est un choix pour les classes moyennes françaises.

Alors, en même temps, nous n'enlèverons pas un euro aux communes, c'est l'État qui paiera, c'est l'État qui rembourse aux communes et qui, dès le début du quinquennat, dans un pacte territorial dont j'ai annoncé le principe, eh bien définira les modalités pour préserver l'autonomie fiscale des communes et permettre qu'elles aient la liberté aujourd'hui nécessaire à leur action sur le terrain.

Répondre à cette insécurité économique et sociale des classes moyennes, c'est avoir une politique de santé volontariste. Depuis le premier jour - je dis bien depuis le premier jour parce que vous aurez noté que certains, sur les sujets de la santé, ont parfois eu des tâtonnements -, depuis le premier jour, j'ai dit que la santé devait être une priorité, mais que surtout, la santé de nos concitoyens ne devait pas se faire aux dépens des classes moyennes. Quand on propose de dérembourser des petits soins, quand on propose d'un peu privatiser le régime, qui sacrifie-t-on? Les classes moyennes. On ne lèse pas les classes les plus populaires qui sont à la Couverture Maladie Universelle, on ne lèse pas les plus riches, ils n'ont pas de problème d'accès aux soins. On lèse les classes

Seul le prononcé fait foi.

moyennes. Or qui, aujourd'hui, a un problème d'accès aux soins en raison des restes à sa charge, de ce qu'il faut encore payer? Les classes moyennes françaises. Qui a un problème d'accès aux soins dans la ruralité ou dans les villes intermédiaires, lorsqu'il existe des déserts médicaux, lorsque dans un tiers de nos départements français, il n'y a plus de continuité des soins? Nos classes moyennes.

Et donc, la politique de santé que depuis le premier jour nous portons, c'est une politique qui continuera à faire des économies, sur une politique de prévention plus forte, sur une meilleure organisation entre l'hôpital et la médecine de ville, sur la fin de la tarification à l'activité, qui pousse l'hôpital à mal dépenser. Mais, en même temps, qui est plus exigeante pour rembourser les soins essentiels, dans l'optique, dans le dentaire et dans l'auditif pour, durant le quinquennat, construire la stratégie qui permettra d'en rembourser la totalité, qui doublera les maisons de santé et permettra de répondre aux problèmes des déserts médicaux et au plein accès.

Avoir une politique pour les classes moyennes, c'est aussi répondre à l'insécurité au quotidien qu'elles vivent. Qui est victime, aujourd'hui, de la peur, des incivilités ou des insécurités de chaque jour? Les classes moyennes. Pas celles et ceux qui vivent dans les beaux quartiers. Nos classes moyennes. Et donc la réponse que nous portons à cela, ce n'est pas une réponse théorique, ce n'est pas rouvrir des grands débats sur l'âge de la majorité pénale ou la déchéance des terroristes. Ces débats sont éculés, c'est la poursuite du Front National et ils ne règlent rien. C'est avoir une politique de tolérance zéro en donnant plus de moyens à nos forces de l'ordre, en s'engageant, sur le quinquennat, à embaucher 10 000 policiers et gendarmes, en améliorant leur formation, en permettant aussi de recréer une police de sécurité quotidienne qui construira, sur le terrain, avec les élus, avec les associations de quartier, les vraies solutions qui permettent de répondre aux défis du moment.

Cette police de sécurité quotidienne, nous la doterons aussi de nouveaux moyens: la possibilité de procéder à des amendes immédiates face aux infractions du quotidien qui, aujourd'hui, restent sans réponse. Les agressions faites aux femmes, bien souvent, et à toute personne, dans la rue. Aujourd'hui, il n'y a pas de vraie réponse. Les procédures pénales sont incertaines, longues, bien souvent classées sans suite. La détention de stupéfiants, le vol à l'étalage, tout ce qui, aujourd'hui, pollue la vie quotidienne de nos classes moyennes. Nous devons donner la possibilité à nos forces de l'ordre d'y répondre de manière immédiate, par un pouvoir d'amende.

En même temps, nous devons aussi leur donner un nouveau pouvoir, le pouvoir d'injonction d'éloignement du territoire. Qu'est-ce que cela veut dire? Lorsque dans un quartier, une barre d'immeuble, une gare, une bande fait la loi, que personne ne peut, véritablement, contrôler, que tout le monde a démissionné parce qu'on ne les attrape pas en flagrant délit, nos policiers et nos gendarmes doivent pouvoir, avec l'autorisation du juge, donner instruction à ces individus de quitter le quartier et pouvoir le contrôler, pour restaurer la sécurité et la tranquillité. Cette politique de sécurité, cette tolérance zéro qui sera la nôtre, je la conduirai parce que, là aussi, c'est une politique en faveur de nos classes moyennes.

Enfin, défendre nos classes moyennes, retrouver ce pacte de confiance entre la République et les classes moyennes françaises, c'est répondre à l'insécurité culturelle qui est là, aujourd'hui, cette peur de ne plus avoir ses intérêts, sa culture pleinement défendus, cette peur de ne pas être respecté dans ce que la République porte et dans ses valeurs. Et donc, pour ce faire, nous devons avoir un projet terriblement ambitieux et

Seul le prononcé fait foi.

exigeant pour l'école. L'école, c'est le socle de la promesse républicaine pour les classes moyennes. C'est pour cela que je me suis engagé à diviser par deux le nombre d'élèves par classe en CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaires, à augmenter le nombre d'heures d'enseignement, à donner plus d'autonomie aux établissements pour porter un vrai projet éducatif, à mieux rémunérer les enseignants qui, dans le cadre de ces projets, vont sur les terrains de conquête, les zones les plus difficiles, pour, là aussi, éduquer les plus jeunes, reconquérir. C'est pour cela que je veux porter cet engagement pour une meilleure orientation dans l'école.

Mais avoir une politique pour les classes moyennes, c'est aussi défendre notre laïcité, elle est indispensable, c'est le bouclier qui répond à cette insécurité culturelle. La laïcité de 1905, c'est le socle que je protégerai, parce que c'est ce qui permet, partout dans la République, de croire comme de ne pas croire, de ne jamais pointer du doigt quelqu'un, sous prétexte que sa religion n'est pas la même. Et je le dis. Je le dis en ce sens, la droite réactionnaire et l'extrême-droite sont en train de conduire le pays à la guerre civile, c'est un erreur historique, parce qu'elles sont en train de dire que le problème du terrorisme, c'est une religion, l'islam, ce qui est faux. Parce qu'elles sont en train de dire que dans notre pays, les plus de quatre millions de concitoyens qui ont une religion - qui doivent pouvoir la vivre dans le respect des lois de la République - ont quelque chose à voir, de près ou de loin, avec le terrorisme, et c'est inadmissible. Parce que c'est le piège que nous tendent, précisément, les djihadistes, c'est le piège que nous tendent les terroristes islamistes, ce qui n'a rien à voir. Celles et ceux qui utilisent une religion pour un projet totalitaire de suppression, ce qu'ils nous tendent, comme piège, c'est celui de la guerre civile, c'est de nous plonger dans cette guerre entre Français. Ne cédon rien à cela! L'ennemi, ce n'est pas l'Autre qui est chez nous.

Et donc oui, je serai le défenseur d'une laïcité exigeante qui ne confondra rien, qui permettra à chacun d'exercer sa religion quelle qu'elle soit mais qui le permettra dans les règles de la République. Et donc, de la même façon, je ne céderai rien à toutes celles et ceux qui, au nom de leur religion, ne respectent plus les lois de la République. Je ne céderai rien à celles et ceux qui refusent l'égalité entre les hommes et les femmes, à celles et ceux qui prétendent qu'au nom d'une religion, on peut interdire à des femmes de s'installer à une terrasse de café, à celles et ceux qui, au nom d'une religion, veulent nous faire oublier ce que nous sommes, l'appartenance profonde à notre nation et à sa promesse qui est une promesse de liberté et d'émancipation. Mais la laïcité, c'est un bloc, c'est tout cela, et c'est ce bouclier qui sera le nôtre.

Voilà, mes amis, ce nouveau pacte avec les classes moyennes que je veux rebâtir avec vous. Le défi qui est le nôtre est immense, et je vous le dis, pour conclure, avec gravité : aujourd'hui, la menace est devant nous. Celle de voir le parti de la haine ou les partis du repli et de la régression gagner ce pays et lui faire perdre un tournant historique. Ce que nous portons, c'est un optimisme exigeant, c'est cette volonté de faire de la France une chance et une chance pour chacun, de reconnaître le talent, la responsabilité qui est en vous, de redonner aux classes moyennes leur force et leur dignité.

Mes amis, le projet qui est le nôtre, et dans les jours qui nous éloignent de la fin de cette campagne et de l'élection, ce que je vous demande, chaque jour, chaque heure, de porter avec moi, c'est la vraie fierté d'être françaises et français. Ce que nous sommes, mes amis, c'est le mouvement des vrais patriotes. Ne cédon rien aux partis de la haine. Ce sont les nationalistes étriqués, ce sont celles et ceux qui ont peur du lendemain. Nous sommes les vrais patriotes, celles et ceux qui portent la France d'aujourd'hui et de demain avec toutes les Françaises et tous les Français.

Seul le prononcé fait foi.

Vive la République et vive la France !
Merci, merci à vous !
Merci à vous !

Aller plus loin

Le replay >

youtu.be/OLQ2ArJcdLM

Article sur en-marche.fr >

en-marche.fr/article/meeting-macron-talence

Suivez Emmanuel Macron

